



UNE DÉCENNIE
DE DIALOGUES
DE CAUX SUR
L'ENVIRONNEMENT
ET LA SÉCURITÉ
2011 - 2020



Impact,
recommandations
et orientations pour
l'avenir

Par le Dr. Alan Channer



Résumé

Ce rapport fait le point sur les enseignements tirés des Dialogues sur l'Environnement et la Sécurité, qui se sont tenus pendant 10 ans au centre international de conférences de Caux, en Suisse. Ces leçons portent à la fois sur les processus et sur les contenus. Le rapport commence par un bref résumé du contexte historique et philosophique de Caux. Il décrit ensuite la méthodologie et la trajectoire de la série de dialogues, puis son impact mondial. Les leçons apprises sont ensuite distillées, puis des recommandations politiques clés et des pistes pour l'avenir sont formulées.

Contenu

- 03 Contexte et genèse
- 05 Méthodologie et trajectoire
- 06 2011-2020 : Un chemin fait de dialogues
- 07 Impact et portée
- 11 Les enseignements
- 16 Principales conclusions
- 18 Recommandations
- 19 Perspectives et note finale
- 20 Remerciements et Références

Une longue vision d'espoir

Descendre du petit train de montagne dans le village de Caux et regarder le lac Léman, c'est déjà avoir un sens élargi des possibilités. À la fin du XIXe siècle, l'hôtel Caux Palace a accueilli certaines des plus grandes personnalités de l'époque, mais sa renommée s'est ensuite affaiblie, et s'est éteinte avec les débuts de la Seconde Guerre mondiale et de la crise économique.

En 1946, plusieurs centaines de familles suisses ont mis leurs ressources en commun pour acheter le bâtiment, dans le but d'en faire un centre de réconciliation pour le mouvement connu à l'époque sous le nom de Réarmement moral, et devenu aujourd'hui Initiatives et Changement. La première délégation d'Allemands à avoir reçu la permission de quitter l'Allemagne après la guerre est venue à Caux. Au cours des années suivantes ce sont les maires d'Hiroshima et de Nagasaki, les dirigeants des pays colonisés par la Grande-Bretagne et la France et luttant pour leur indépendance, des dirigeants syndicaux et des cadres qui se sont réunis à Caux.

Le philosophe Gabriel Marcel (dont la pensée a influencé, entre autres, le pape Jean-Paul II) a déclaré dans son livre *Fresh Hope for the World*¹ : « **Caux réunit une conjonction remarquable de l'intime et du global.** »

Si les efforts d'Initiatives et Changement à Caux ont surtout porté sur la transformation des conflits, la réconciliation et la centralité du facteur humain dans la sécurité humaine, une multitude de dialogues visant à favoriser la compréhension mutuelle et la collaboration entre les disciplines, les secteurs et les générations s'y est déroulée au cours des sept dernières décennies.

Le Caux Forum cherche résolument à injecter une dimension éthique dans l'espace politique public.

Kevin Rudd, Premier ministre australien

Les causes profondes de l'insécurité humaine

En 2010, l'ambassadeur Mohamed Sahnoun, ancien Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Somalie et Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, a formulé une vision selon laquelle Caux pourrait offrir une plateforme pour réfléchir aux causes profondes de l'insécurité humaine. Il a identifié plusieurs thèmes clés, dont la gouvernance juste, la guérison de la mémoire blessée et les modes de vie durables.

Il a partagé cette vision avec la Division de la Sécurité Humaine du Département Fédéral suisse des Affaires Étrangères (DFAE), et un partenariat durable a été forgé. Les Secrétaires d'État et les responsables de la Division de la Sécurité Humaine ont régulièrement participé aux Caux Forums, et de multiples sessions de conférences, ainsi que des réunions informelles, ont été organisées par le DFAE en partenariat avec Caux.

De nombreuses personnalités se sont ralliées à cette initiative, comme l'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, qui a déclaré : « **Le Caux Forum cherche résolument à injecter une dimension éthique dans l'espace politique public.** »

Contexte et genèse



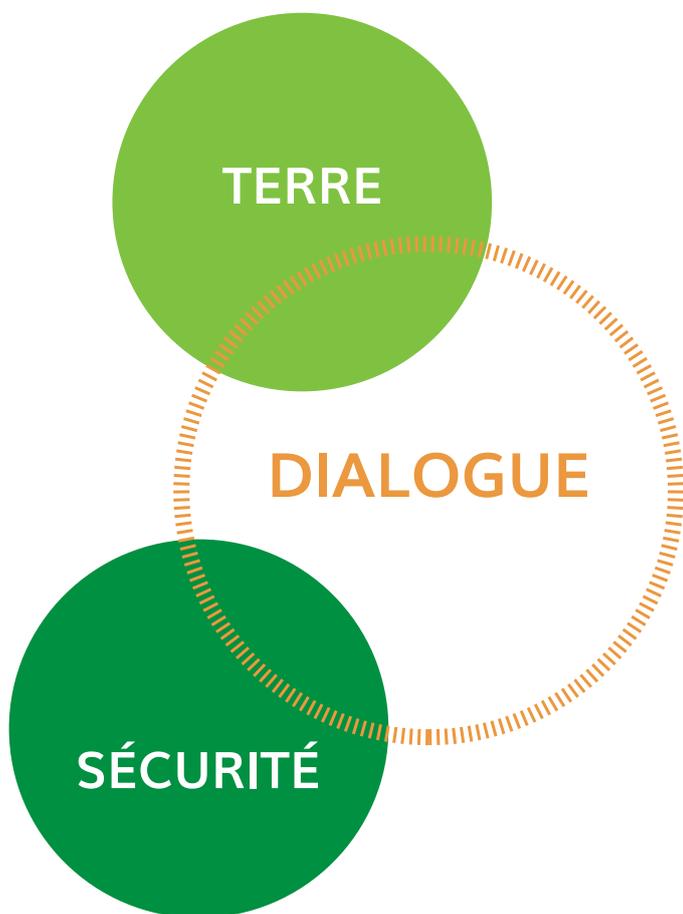
Luc Gnacadja, alors Secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), a également apporté sa propre vision complémentaire. Constatant que « **la dégradation continue et intensive de l'environnement, et la perte des services écosystémiques qui en découle, peuvent avoir des répercussions majeures sur la sécurité publique au niveau national et menacer la stabilité internationale,** » il a conclu que « **la sécurité des sols est une condition préalable à la sécurité humaine** ». Luc Gnacadja a vu dans Caux une plateforme à partir de laquelle lancer un appel à "Restaurer les terres dégradées de la planète". « **La force unique de Caux, a-t-il observé à l'époque, est que ce lieu et cette atmosphère nous donnent l'opportunité de réfléchir aux possibilités** ».

En 2011 et 2021, le Caux Forum pour la Sécurité humaine a ainsi consacré deux journées entières au thème 'Restauration des terres dégradées de la planète'. Les Dialogues de Caux sur la Terre et la Sécurité sont nés de l'intérêt suscité par ces événements et du constat que la compréhension mutuelle et la coopération étaient largement absentes dans les secteurs de la sécurité et de la gestion des terres.

En 2013, 200 participant-e-s de tous les continents, représentant des gouvernements, des entreprises et la société civile, se sont réuni-e-s pendant quatre jours pour explorer le potentiel de la gestion durable des terres en tant que moteur de la paix, du développement et de l'atténuation du changement climatique. Ces efforts ont généré, et génèrent encore un impact considérable, comme le démontre la suite de ce rapport.

Méthodologie et trajectoire

Le principe fondamental des Dialogues de Caux sur la Terre et la Sécurité (CDLS) était le suivant : le fait de réunir les "domaines" de la terre et de la sécurité dans un dialogue portant sur des préoccupations communes permettrait de faire émerger de nouvelles idées et d'apporter de nouvelles solutions à des problèmes apparemment insolubles. Au fur et à mesure que les Dialogues progressaient, différents volets, forums et sous-dialogues - décrits ci-dessous - ont naturellement évolué d'une année sur l'autre.



Tous ces volets ont leurs racines dans la très caractéristique "approche de Caux", qui met l'accent sur (a) la centralité de l'individu humain comme agent du changement social, (b) l'importance de la rencontre et du dialogue honnête pour établir la confiance et (c) la possibilité de transformation personnelle. L'approche est auto-organisée, réactive et organique, formant des équipes autour d'idées et faisant évoluer les thèmes pour répondre aux besoins émergents, au fur et à mesure que ceux-ci se précisent.

Un groupe de pilotage s'est constitué pour faire avancer la vision convergente de Mohamed Sahnoun et de Luc Gnacadja, sous la direction du Dr Martin Frick, alors ambassadeur d'Allemagne auprès des agences de l'ONU à Bonn (Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) et Commission pour le Développement durable (CCD)), du journaliste environnemental britannique chevronné Geoffrey Lean, et d'autres encore. Année après année, de 2013 à aujourd'hui, ce groupe de pilotage a conçu et géré un Dialogue sur la Terre et la Sécurité à Caux, alimenté par la vision que la restauration des terres peut avoir de multiples bénéfices environnementaux et sociaux. Ce groupe s'est consolidé en devenant un programme d'Initiatives & Changement, appelé Initiatives pour la Terre, la Vie et la Paix. La Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, puis l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sont devenues les hôtes conjointes de ces dialogues annuels.

2011 - 2020 : Un chemin fait de dialogues

Quels sont les liens humains entre la pauvreté, les conflits et la dégradation de l'environnement ?

Cette question a planté le décor d'une décennie de dialogue qui a sans aucun doute été en avance sur le débat mondial – et a peut-être influencé son évolution. La participation active de pays aussi différents que l'Ukraine, la Syrie, la Corée du Nord, les Maldives, le Guatemala, le Tchad et le Burkina Faso témoigne du pouvoir de mobilisation du sujet, ainsi que de Caux.

Au fur et à mesure que les dialogues progressaient, un accent a été mis sur le potentiel de la restauration des terres pour éviter les migrations massives provenant des paysages ruraux dégradés. En 2017, des acteurs majeurs du secteur privé et des innovateurs et innovatrices en matière de technologies financières se sont interrogé-e-s sur le potentiel de leur rôle dans la construction des paysages, des moyens de subsistance et de la sécurité humaine. D'année en année, l'importance de la crise climatique a pris de l'ampleur.

En 2019, le Dialogue a changé de nom pour devenir le Dialogue sur l'Environnement et la Sécurité, élargissant ainsi la discussion à la restauration des écosystèmes dans leur ensemble. En 2020, le DFAE suisse a activement rejoint le Dialogue de Caux sur l'Environnement et la Sécurité, en co-organisant deux panels en ligne sur la sécurité et la terre en Afrique subsaharienne francophone.

Tout au long du processus de dialogue, d'éminent-e-s orateurs et oratrices ont été rejoint-e-s par des professionnel-le-s de terrain présentant des exemples concrets de solutions. Des "conversations au coin du feu" entre des leaders du domaine – dont la Secrétaire exécutive de la CCD, Monique Barbut, et la directrice générale de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), Julia Marton-Lefèvre – et des jeunes ont favorisé des échanges dynamiques entre générations. De jeunes entrepreneur-e-s et innovateurs et innovatrices se sont réuni-e-s pour réfléchir aux nouvelles technologies, à l'élargissement des projets et à la viabilité à long terme. Une inspiration nouvelle en a émergé et de nouvelles alliances, tournées vers les solutions, ont été forgées.



Impact et rayonnement

La décennie des Dialogues de Caux sur l'Environnement et la Sécurité a permis d'aboutir aux résultats suivants :

Les Dialogues du Kenya sur la Terre et la Sécurité en 2016 et 2017

« **Sans paix, nous ne pouvons pas avoir de développement** », a déclaré Mathew Tuitoek, gouverneur adjoint du comté de Baringo, lors du Dialogue de Caux de 2013. Il était accompagné d'une délégation de cinq personnes, financée par le gouvernement du comté de Baringo.

L'année suivante, le gouverneur adjoint du comté d'Elgeyo Marakwet, le Dr Gabriel Lagat, a amené une autre délégation. Lors de son discours d'ouverture, il a demandé l'organisation d'un Dialogue sur la Terre et la Sécurité au Kenya, et a invité l'équipe du Dialogue de Caux et celle d'Initiatives & Changement à venir le co-organiser avec les gouvernements des comtés.

Les deux Dialogues sur la Terre et la Sécurité au Kenya – à Kabarnet, Baringo, en 2016 et à Iten, Elgeyo Marakwet, en 2017 – ont été des événements marquants, qui ont influencé les politiques locales et nationales. Les Dialogues ont été financés par les gouvernements des deux comtés, l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse, la Commission foncière nationale et d'autres institutions kényanes. Les temps forts du deuxième Dialogue ont été diffusés aux actualités de la télévision nationale aux heures de grande écoute.

Engagement en Afrique de l'Ouest et Centrale

Des participant-e-s venu-e-s d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont régulièrement contribué à la série de dialogues. Cela a été rendu possible, en partie, par la collaboration avec les conférences de Caux, sur une Gouvernance équitable pour une meilleure sécurité humaine, auxquelles le DFAE suisse a fourni, pendant plusieurs années consécutives, un panel de professionnel-le-s de terrain issu-e-s des domaines de la paix, de la sécurité et de la gouvernance en Afrique francophone, en particulier au Sahel.

Une étude de cas sur la reconstruction de la gouvernance environnementale au travers du "bricolage institutionnel" au Darfour, soutenue par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), a été présentée. Le film *Tchad - un chemin vers l'espoir*, réalisé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et présentant le travail soutenu par le DFAE suisse au Tchad, a été lancé au CDLS en 2014. Cela a incité la Fondation Pro Victimis, basée à Genève, à soutenir des activités de suivi au Tchad.

Deux dialogues en ligne de haut niveau, facilités en partenariat avec le DFAE suisse en juillet et décembre 2020, ont abordé les défis interdépendants de la gouvernance foncière et de l'extrémisme violent au Sahel. Le deuxième événement, présidé par Luc Gnacadja, a accueilli Bouaré Bintou, ministre de la Femme et de la Famille du Mali, et Oumar Sylla, chef par intérim d'ONU Habitat Afrique. Ces deux dialogues ont consolidé la dimension francophone des Dialogues de Caux sur l'Environnement et la Sécurité, et ont mis en lumière de nouvelles approches et des pistes d'exploration.

Impact et rayonnement

Le livre *Land Restoration: Reclaiming Landscapes for a Sustainable Future* (Elsevier 2015)²

Ce volume académique sur la restauration des terres a été inspiré par la vision des Dialogues, au cours desquels les co-éditeurs et éditrices se sont rencontrés. Il a été officiellement lancé lors du Dialogue de 2015. Le volume réunit des professionnels venant d'ONG, d'universités, de gouvernements et de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), pour un échange d'enseignements qui enrichit la compréhension académique des problèmes et des ensembles de solutions disponibles.

Il comprend des exemples concrets recueillis dans diverses régions, notamment au Sahel, en Asie du Sud-Est et aux États-Unis, dont beaucoup ont été présentés lors des Dialogues. Il propose également des outils pratiques pour concevoir et mettre en œuvre des processus de restauration/ré-écologisation. Des exemplaires papier de l'ouvrage sont désormais disponibles dans 570 bibliothèques.

La signature d'un accord de coopération entre la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Luc Gnacadja, Secrétaire exécutif de la CNULCD, et Julia Marton-Lefèvre, Directrice exécutive de l'UICN, entourés de délégués de pays du Sahel, plantent un arbre pour célébrer la signature d'un protocole d'accord entre la CNULCD et l'UICN.

La désertification est une menace pour la paix et la durabilité globales, et c'est pourquoi l'UICN se joint à l'CNULCD. Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour un monde neutre en dégradation des terres.

C'est avec ces mots que Julia Marton-Lefèvre, directrice générale de l'UICN, a signé un protocole de coopération avec Luc Gnacadja, Secrétaire exécutif de la CNULCD, lors du Dialogue de Caux sur la Terre et la Sécurité en 2013.



Impact et rayonnement

La signature d'un accord de coopération entre Drynet (une alliance d'ONG luttant contre la désertification) et WOCAT (World Overview of Conservation Approaches and Technologies).

« Un endroit très approprié pour signer un tel accord ! » a déclaré Hanspeter Liniger, de WOCAT (un réseau mondial favorisant la gestion durable des terres). Le rapport de Drynet sur le Dialogue de Caux 2014 indiquait : « **Les dialogues offrent un environnement sûr et propice au renforcement des valeurs, au partage d'idées et à l'inspiration.** »

Un partenariat entre Excellent Development UK, Initiatives et Changement Kenya et le Centre communautaire pour la paix et le développement à Baringo, au Kenya.

Excellent Development, une ONG britannique qui construit des barrages de sable en Afrique, s'est associée à Initiatives et Changement Kenya après leur rencontre lors du Dialogue de 2013. L'objectif de cette collaboration était de rassembler plusieurs communautés du comté de Baringo au sein d'une seule ONG, le Centre communautaire pour la paix et le développement, et de s'attaquer aux causes profondes des tensions sociales par la construction de barrages de sable, en parallèle d'initiatives de promotion de la confiance. Les barrages de sable n'ont pas encore été réalisés, en raison de contraintes logistiques, mais la promotion de la confiance entre

les communautés, et la sensibilisation à l'importance et aux possibilités pratiques de la conservation de l'eau à Baringo, ont été renforcées.

Le programme des leaders émergents

Un programme d'incubation, visant à encourager et à aider des jeunes à prendre en main le leadership pour la valorisation des services écosystémiques, a constitué un volet important des Dialogues de 2014 à 2018. Chaque année, 12 à 16 jeunes leaders ont été sélectionné-e-s pour partager, pendant la conférence, leurs idées de start-ups dans les domaines de l'environnement et de la sécurité, et pour bénéficier de suggestions et d'un mentorat. Au fil du temps, ces leaders émergent-e-s ont créé des entreprises et des ONG prospères dans leurs communautés. Plusieurs sont revenu-e-s à Caux pour contribuer aux Dialogues suivants.

La table ronde des décideurs politiques

Deux tables rondes de haut niveau ont été organisées conjointement avec l'UNCCD et l'UICN pour discuter des liens entre la terre et la sécurité. Pour en savoir plus :

[Déclaration Des Participant-E-S Du CDLS 2018](#)

[UNCCD News - Caux Dialogue on Land and Security: creating landscapes of peace](#)

Impact et rayonnement

Participation à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique en Pologne (COP24)

Lors d'un événement organisé par la Banque africaine de développement, à l'occasion de la 24e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, l'équipe organisatrice du CDES, en partenariat avec le Centre mondial d'agroforesterie, a proposé une discussion intitulée "La confiance – l'ingrédient essentiel pour des paysages productifs et la résilience climatique". L'événement s'est concentré sur les expériences de renforcement de la gouvernance des ressources naturelles comme clé à la fois de la séquestration du carbone et de la création de communautés résilientes.

Les Académies d'été sur la Terre, la Sécurité et le Climat

En 2019, Initiatives et Changement Suisse et Initiatives pour la Terre, la Vie et la Paix ont uni leurs forces, avec le Centre de politique de sécurité de Genève, pour organiser une Académie d'été de niveau mondial sur la Terre, la Sécurité et le Climat. L'objectif est de forger un réseau global de professionnel-le-s ayant une forte compréhension des interactions entre la restauration des terres, la sécurité humaine et la résilience climatique, et de les doter d'outils, de connaissances et de l'approche adéquate pour apporter des solutions interdisciplinaires à des problèmes très complexes. Le partage d'études de cas sur des solutions locales, comme la gestion des bassins versants en Inde ou la gestion communautaire des ressources naturelles

au Kenya et en Namibie, a favorisé l'apprentissage et la collaboration Sud-Sud, entre autres impacts. Le financement principal est assuré par le Fonds pour les changements climatiques en Afrique de la Banque africaine de développement.

Pour en savoir plus :

[Summer Academy on Land, Security and Climate is launched in Geneva and Caux](#)



Impact dans la vie et le travail des individus

Il est impossible d'évaluer les effets de ricochet qu'ont eu l'inspiration et la création d'alliances dans la vie et le travail de plus de 1 000 participant-e-s. De nombreuses histoires sont présentées sur le site internet sur le site internet d'Initiatives et Changement Suisse, dont celle-ci :

[Patrick Worms : aborder des problèmes difficiles](#)

Les enseignements

Nous avons tiré de nombreux enseignements de ces Dialogues, en termes de recommandations politiques, mais aucun n'aurait émergé sans un processus global favorable. Ces recommandations politiques auront, à leur tour, besoin d'outils et d'approches adéquats pour faciliter leur mise en œuvre. Cette série de dialogues nous a permis de tirer des enseignements sur (a) la meilleure façon d'optimiser le processus global, (b) les approches et les outils permettant d'enclencher la transformation positive du lien entre environnement et sécurité et (c) les recommandations spécifiques en matière de politiques et de contenus.

Optimiser l'ensemble du processus de dialogue

La valeur distinctive la valeur distinctive d'un espace sûr

« C'est un espace très sûr, où les gens peuvent discuter et échanger des idées avec des personnes qu'ils et elles ne rencontreraient pas en temps normal », a noté Ian Johnson, Secrétaire général du Club de Rome. Sans aucun doute, la richesse des échanges et la pléthore de nouvelles initiatives de collaboration peuvent être attribuées à "l'endroit et l'atmosphère" de Caux, comme l'a dit Luc Gnacadja. Cette dimension, constituée par la beauté naturelle exceptionnelle du site, l'hospitalité dévouée et l'expérience de sept décennies de promotion de la confiance, est l'une des clés du succès des dialogues – mais ce n'est pas un mélange facile à reproduire.

L'impératif du dialogue interdisciplinaire

« Les dialogues offrent un environnement sûr et propice au renforcement des valeurs, au partage d'idées et à l'inspiration ». Telle est la conclusion du rapport DRYNET sur le Dialogue de 2014 – et elle souligne aussi l'importance de la construction du "dialogue" pour générer de nouvelles idées et possibilités, par rapport à d'autres formats de conférence plus formels et moins interactifs.

Les avantages d'un processus durable et itératif

L'une des caractéristiques de ces dialogues est qu'ils ont été réguliers, et qu'ils se sont appuyés les uns sur les autres, année après année, pendant une décennie. Comme l'a fait remarquer le Dr Peter Rundell, Conseiller en stabilisation du Programme des Nations unies pour le développement (en Libye), et ancien Chef du Département britannique pour le développement international en Irak: « Ces dix années de Dialogues ont rendu possible une évolution des conversations où les professionnel-le-s et les théoricien-ne-s échangent au-delà des silos, appliquent de nouvelles idées à leurs propres situations, puis ramènent leurs nouvelles expériences et idées au forum intersectionnel. Ce type de synergies en spirale nécessite un espace sûr et un cadre interdisciplinaire cohérents pour générer un maximum de bénéfices. »



Les enseignements

Approches et outils pour enclencher la transformation positive du lien entre environnement et sécurité

Engagement et collaboration entre plusieurs parties prenantes

Les solutions holistiques ne peuvent être générées sans un engagement multipartite, et ne peuvent être mises en œuvre sans une collaboration multipartite. Choisir de construire ces engagements autour d'un axe environnement-sécurité, et autour d'un axe regroupant le travail législatif, l'élaboration des politiques et les pratiques sur le terrain, deviendra de plus en plus important dans l'idéation et la planification. Comme l'a exprimé le Dr Martin Frick, ancien Ambassadeur allemand auprès des Nations unies à Bonn : « **Une compréhension et une vision partagées ne peuvent être obtenues que par une approche inclusive et multipartite, incluant des acteurs aussi divers que les entreprises, les dirigeant-e-s politiques, les donateurs et donatrices étranger-ère-s, les communautés du développement et de la sécurité et, bien sûr, les habitant-e-s des zones arides** ».

Promotion de la confiance

L'une des principales raisons pour lesquelles l'engagement multipartite ne parvient pas à décoller ou, lorsqu'il y parvient, que la collaboration s'effondre, est le manque de confiance.

Comme le dit Mathew Tuitoek, Gouverneur adjoint de Baringo au Kenya : « **Nous devons régénérer les terres et rassembler les communautés. La question clé n'est pas seulement l'état des ressources, mais aussi l'état des relations entre les personnes** ».

Selon Laura Thompson, Directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations, « **une bonne**

gouvernance et des politiques publiques efficaces sont nécessaires, mais ne sont possibles que si l'on remédie au manque de confiance dans les gouvernements et au sein de ceux-ci. L'État de droit et l'inclusion de la société civile sont essentiels pour acquérir des connaissances et prendre des mesures afin de préserver les terres et la sécurité. »

Le Dr Martin Frick a noté que « **la grande expérience de Caux en matière de confiance, et de construction de communautés fondées sur des valeurs communes à toutes les grandes religions, s'est avérée très pertinente** ».

Le changement individuel peut favoriser le changement social

La confiance peut être établie lorsque les attitudes individuelles changent et que l'une des parties tend la main à l'autre avec la volonté de collaborer. L'imam Dr Muhammad Ashafa et le pasteur Dr James Wuye, artisans de paix nigériens et lauréats du Prix pour la prévention des conflits de la Fondation Chirac, l'ont amplement démontré.

« **C'est le même problème dans tout le Sahel – le même défi humain, concernant la terre et l'accès aux ressources. Les acteurs politiques font un mauvais usage de la notion d'identité. Le paradigme "l'ami de mon ennemi est mon ennemi" doit changer. Sans pardon, il n'y a pas d'avenir. Nous devons parler à ceux qui nous détestent. Les choses dont nous nous plaignons sont notre propre création... Il n'est pas trop tard. Faites les petites choses qui sont à votre portée, car ces petits riens peuvent sauver la planète** », a déclaré l'imam Muhammad Ashafa aux participant-e-s du Dialogue 2014.

Les enseignements

Approches et outils pour enclencher la transformation positive du lien entre environnement et sécurité

Les solutions ascendantes peuvent se généraliser si les conditions sont favorables.

Une action individuelle et locale peut s'étendre et générer un changement généralisé. La diffusion de la Régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR), incarnée par Tony Rinaudo, Conseiller principal en matière de climat à World Vision, en est la preuve. **« Nos premiers efforts [au Niger] ont échoué, a-t-il déclaré lors du Dialogue, mais notre attention s'est portée sur des buissons du désert, que nous avons ignorés jusque-là parce que nous les pensions inutiles. Ces buissons se sont avérés être des grappes de pousses, issues de souches d'arbres tombés depuis longtemps... Une fois taillés en une seule tige, et les animaux tenus à l'écart, ils ont poussé et sont devenus des arbres conséquents en quatre ans ».** Les techniques de la FMNR ont été partagées au Niger, d'agriculteur en agriculteur, sur 21 millions d'hectares.

Le rôle de la sérendipité dans l'élaboration des politiques

Les politiques réussies ne sont pas toujours le résultat de la prévoyance, d'une bonne planification et d'une mise en œuvre efficace. La part de chance – qui a joué un rôle énorme dans certaines découvertes scientifiques ou dans le succès de carrières politiques – est souvent négligée. Le succès

des Dialogues du Kenya sur la Terre et la Sécurité est en partie dû à un bon timing. La Constitution kényane de 2010 a créé 47 nouveaux comtés, donnant à leurs gouvernements les moyens de prendre en charge des aspects essentiels de l'administration des terres et de la sécurité humaine, qui sont deux questions cruciales dans les comtés arides et semi-arides. Au moment où ils ont rencontré les Dialogues de Caux sur la Terre et la Sécurité, ces gouvernements de comtés, nouvellement constitués, étaient en recherche active d'outils et de réseaux pour les aider à relever les défis qu'ils rencontraient dans ces domaines.

Le dicton de Louis Pasteur s'applique : **« La chance ne sourit qu'aux esprits bien préparés ».**

La place du format en ligne dans le dialogue et l'élaboration des politiques

La pandémie de COVID-19 a bien sûr généré une forte augmentation des réunions et des conférences en ligne. Le retour d'expérience de l'Académie d'été sur la Terre, la Sécurité et le Climat 2020 et des deux ateliers sur le Sahel, trois événements qui se sont déroulés en ligne, montre que ce type d'engagement est productif et rentable ; il continuera à jouer un rôle bien plus important qu'avant la pandémie. La question est maintenant de savoir comment associer le plus efficacement possible les formats en présentiel et en ligne.

Les enseignements

Recommandations politiques spécifiques concernant le lien entre l'environnement et la sécurité

De nombreuses questions ont été soulevées – la transformation des conflits entre bergers et agriculteurs, les droits fonciers des peuples autochtones, le renforcement des communautés pour la gestion des bassins versants, les minéraux de conflit, la conservation des pêches et des océans, les tensions entre zones urbaines et rurales – et de nombreuses recommandations ont été proposées. Certaines sont encore en cours de formulation. Celles présentées ci-dessous sortent du lot.

L'importance des liens entre la terre et la sécurité

Dix années consécutives d'exploration des liens terre-sécurité montrent à la fois leur importance et combien ils doivent être mieux compris. Comme l'exprimait en 2014 l'ambassadeur de Mauritanie Ahmedou Ould Abdallah, ancien Médiateur en résidence de l'ONU et Représentant spécial de l'ONU au Burundi, en Afrique de l'Ouest et en Somalie : « **Depuis quelques années, l'extrémisme violent s'est enraciné plus profondément dans cette vaste région [du Sahel]... La compréhension de cette situation et le traitement de ses conséquences font l'objet de débats locaux et internationaux animés. Cependant, la question de l'environnement, en particulier des terres dégradées, semble être le chaînon manquant... L'impact des facteurs climatiques et environnementaux est souvent soit totalement ignoré, soit minimisé lorsqu'il s'agit d'aborder la profonde crise sociale, politique et économique.** »

Jamie Shea, alors Secrétaire général adjoint délégué pour les nouveaux défis de sécurité à l'OTAN, a souligné que « **pour assurer la sécurité humaine des personnes sur place, la restauration des terres est essentielle pour la paix et la stabilité. Et comme le changement climatique exacerbe les vulnérabilités existantes, la gestion des terres est la question cruciale si nous**

voulons mettre fin au cercle vicieux des migrations, de la criminalité organisée, du terrorisme et du trafic de drogue. »

La prise en compte simultanée de la restauration des terres et de la sécurité humaine doit devenir un élément central de la politique gouvernementale dans toutes les régions où la dégradation des terres et le manque de sécurité humaine sont des problèmes concomitants, et plus particulièrement au Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

Les liens entre la terre et la sécurité, au cœur de la résilience climatique

Par ailleurs, la résilience au changement climatique dans ces régions ne peut advenir que si les terres sont gérées de manière durable et que la sécurité humaine se développe.

En réponse aux inondations, à la dégradation des terres et aux risques sécuritaires exacerbés par le changement climatique dans la région de l'Himalaya oriental, Conrad Sangma, ministre en chef du Meghalaya, en Inde, a invité l'équipe du CDES, lors de son discours liminaire en 2019, à s'engager dans son État pour aider à atténuer le changement climatique et à s'y adapter. (La mise en œuvre est actuellement

Les enseignements

en suspens en raison de la pandémie).

L'humanité entière est tributaire du sol, en particulier ceux et celles qui vivent de leur propre agriculture dans les zones arides marginales du monde. Comme l'a dit le professeur Rattan Lan, Directeur du Centre de gestion et de séquestration du carbone de l'université d'État de l'Ohio (États-Unis) : « **Les choix que nous avons déjà faits quant à notre mode de vie ont lentement rongé le système de soutien qui nous permet de vivre et de respirer. Je suis encore plus convaincu par le "pic du sol" que par le "pic pétrolier".** »

Il n'y a pas de solutions durables sans solutions holistiques

« **Les réponses à cette catastrophe sont entre les mains de citoyen-ne-s engagé-e-s, soutenu-e-s par le travail de scientifiques, d'expert-e-s et de militant-e-s compétent-e-s, comme la plupart d'entre vous dans cette salle** », a déclaré Ahmedou Ould Abdallah en 2014. Des solutions holistiques doivent être forgées, ou les efforts de restauration des terres risquent d'être sapés par les conflits et l'insécurité, et les efforts de consolidation de la paix par la dégradation de l'environnement. Les populations qui vivent dans et à partir des territoires forment des systèmes entiers, et seule une approche systémique permettra de faire une différence positive sur le long terme.

Le secteur privé a un rôle clé

Il est essentiel de créer des incitations positives et de minimiser les incitations perverses pour améliorer les moyens de subsistance et régénérer l'environnement. Le secteur privé peut jouer un rôle essentiel,

à l'intersection de la restauration des terres et de la sécurité humaine. Bernd Wilke, Responsable des questions de Sécurité alimentaire chez Swiss Re, l'exprime ainsi : « **La gestion des risques coûte moins cher que la gestion d'une crise ; [donc] gardez les personnes qui vivent déjà de la terre, sur la terre... Intégrez les entreprises dès le début et développez des initiatives ensemble pour construire quelque chose de durable. Sinon, nous sommes toujours "en mode crise" .** »

Le financement du climat comme nouvel instrument potentiel de transformation positive

La communauté internationale a promis des milliards de dollars pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. La restauration des terres est l'une des principales voies disponibles pour à la fois séquestrer le carbone et augmenter la résilience des paysages aux impacts du changement climatique. De plus, de nouvelles technologies financières permettent d'effectuer, via les téléphones portables, des paiements basés sur les résultats directement aux petits exploitant-e-s agricoles. Le financement du climat devient ainsi un catalyseur potentiel de changements positifs pour les paysages, les moyens de subsistance et, en définitive, pour la paix et la sécurité.

Principales conclusions

Cette décennie de Dialogues fournit une base solide de preuves permettant de tirer des conclusions claires :

- La complexité des liens entre les terres, la sécurité et le climat signifie que, dans chaque contexte donné, les avis sont susceptibles de diverger sur la meilleure façon de trouver des solutions. Ainsi, le changement climatique peut servir d'excuse pour des politiques de gouvernance défaillantes ou inadaptées, comme dans le cas du conflit entre agriculteurs et bergers dans la ceinture moyenne du Nigeria, ou au Darfour. Cependant, ces mêmes liens ont un pouvoir de rassemblement susceptible de réunir des acteurs divisés.
- Les liens entre terre et sécurité sont d'une importance cruciale partout où il y a (a) une fragilité à la fois écologique et sociale, (b) une population dépendante de la terre et (c) un régime foncier mal défini ou contesté. C'est le cas dans une grande partie du Sahel et de la Corne de l'Afrique, dans certaines régions d'Asie du Sud et centrale et dans le corridor sec d'Amérique centrale. Dans ces régions, la question des liens entre terre et sécurité doit être une priorité majeure pour les gouvernements et leurs partenaires multilatéraux et bilatéraux. Les recommandations ci-dessous sont formulées pour ces régions, et en premier lieu pour le Sahel et la Corne de l'Afrique.
- En outre, ce n'est qu'en s'attaquant aux liens entre la terre et la sécurité dans ces régions que la résilience climatique pourra être améliorée.
- Le financement climatique qui incite à la restauration des terres peut servir de catalyseur non seulement pour améliorer la résilience climatique, mais aussi pour améliorer les moyens de subsistance, et ainsi la paix et la sécurité.
- L'élaboration et la mise en œuvre de politiques intersectorielles efficaces et de solutions holistiques nécessitent des processus de dialogue, d'élaboration de politiques, de planification d'actions et d'évaluation qui soient multipartites. Le gouvernement, la société civile, la communauté des chercheurs et chercheuses, le secteur privé, les leaders traditionnel-le-s, les responsables religieux, avec une forte représentation des femmes et des jeunes, doivent, avec des partenaires internationaux, être impliqués dans ces processus et y adhérer.



Recommandations

Contexte

Bien que ces conclusions puissent être convaincantes, la mise en œuvre de recommandations pouvant apporter des bénéfices concrets est malheureusement devenue plus difficile au cours de la décennie qui a suivi la création des dialogues. La région du Sahel, par exemple, est politiquement moins stable, de nombreux efforts de restauration des terres ont été minés par des conflits, qui ont eux-mêmes été déclenchés par une mauvaise gouvernance foncière, et les effets du climat s'aggravent. Parallèlement, l'ordre international s'affaiblit au moment même où le COVID-19 frappe. La Stratégie de coopération internationale 2021-2024 de la Suisse le résume ainsi : « **Le cadre normatif international et l'approche multilatérale sont mis sous pression par des pays qui privilégient les solutions négociées bilatéralement ou un protectionnisme accru. La démocratisation, l'État de droit et le respect des droits de l'homme sont régulièrement remis en question** ».

Dans le même temps, nous assistons à un renforcement des institutions multilatérales régionales, à un rôle croissant des entités infranationales ou locales telles que les villes, et à l'émergence de nouveaux mouvements populaires. Encourager des stratégies régionales et de nouveaux mouvements populaires, avec la contribution des secteurs de l'environnement et de la sécurité, est une voie d'action essentielle pour l'avenir. Le lancement de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes en 2021 pourrait donner un élan supplémentaire. La recherche et la recherche-action seront essentielles pour comprendre et amplifier ces dynamiques, notamment pour que les solutions locales puissent inspirer l'élaboration des politiques mondiales, et vice versa.



Recommandations

Mesures à prendre

- Les processus de dialogue multipartite, d'engagement, d'élaboration de politiques et de planification d'actions doivent être encouragés dans l'ensemble du Sahel et de la Corne de l'Afrique. Cela peut se faire en partie en ligne. La Suisse est dans une position idéale (en vertu de sa neutralité et de son expérience en matière d'action humanitaire et de consolidation de la paix) pour faciliter ces processus nationaux et régionaux, peut-être en partenariat avec le pouvoir rassembleur des Nations Unies. La capacité de rassemblement de la question des liens entre terre et sécurité aura en soi des effets de cohésion.
- Les compétences en matière de médiation et de résolution des conflits, la sensibilisation aux droits de l'homme (notamment pour les femmes) et les mécanismes de justice transitionnelle et réparatrice doivent être intégrés dans la conception et la mise en œuvre des programmes de restauration des terres afin d'accroître leur efficacité dans les régions socialement fragiles ou sortant de conflits.
- Les interventions liées à la sécurité humaine et au renforcement des capacités doivent intégrer des compétences en matière de gestion des ressources naturelles et une compréhension des impacts environnementaux dans leur conception et leurs programmes, afin d'apporter de véritables bénéfices aux populations rurales.

Ces efforts doivent être coordonnés avec d'autres activités de développement afin d'éviter ce que l'International Crisis Group a appelé un "embouteillage" d'initiatives, qui peuvent avoir l'impact collectif de submerger les structures étatiques mêmes qu'elles sont censées aider.



Perspectives et note finale

L'importance des solutions holistiques et interdisciplinaires à la jonction de l'environnement et de la sécurité est devenue un thème central au cours de ces dialogues. L'expression "suppression des silos" est désormais courante. L'ensemble des idées autour de la "consolidation de la paix environnementale" prend de l'ampleur.

Bien que la situation sur le terrain dans de nombreuses régions du monde se soit détériorée, de nombreux acteurs internationaux clés voient désormais l'importance des liens entre la terre et la sécurité. Ainsi, le rapport de la Banque mondiale de 2021, intitulé "Sustainable Land Management in the Sahel: Lessons from the Sahel and West Africa Program in Support of the Great Green Wall" (Gestion durable des terres au Sahel : leçons tirées du programme pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest en appui à l'initiative de la Grande Muraille verte)³, indique que : « **les liens entre la dégradation des terres et les conflits devraient être mieux évalués par les partenaires du développement et faire l'objet de priorités pour accroître l'impact du développement dans les États fragiles et en conflit. Le capital naturel est souvent l'un des atouts les plus facilement disponibles pour amorcer la stabilisation et le rétablissement post-conflit. Il est clairement possible de concevoir spécifiquement des projets prenant en compte les conflits ruraux en cours, et de concevoir des accords de mise en œuvre tenant compte des causes très localisées des conflits à travers le Sahel** ».

En outre, un récent rapport de l'OTAN sur le Sahel note que « **le terrorisme et la violence extrémiste ne sont pas les principales menaces qui pèsent sur la population du Sahel... Il faut s'attaquer à la faiblesse ou**

à l'inexistence de l'État de droit, au déclin de la sécurité humaine et à l'aggravation constante de la pauvreté et de la faim. Cela suggère que les actions de soutien à la région doivent l'aider à résoudre ces problèmes, en plus du soutien en matière de sécurité. Des contrats sociaux solides sont nécessaires entre les États du Sahel et leurs citoyens. Les gouvernements doivent retrouver leur pertinence en fournissant des services essentiels. La communauté internationale doit fournir plus d'énergie politique et de ressources pour soutenir ces objectifs. Il appartient aux pays du Sahel de restaurer le lien de confiance avec leurs populations – confiance sans laquelle aucun projet politique viable n'est possible ». ⁴

I&C Suisse et le DFAE suisse ont ouvert la voie à quelque chose de très particulier grâce à ces Dialogues de Caux. Ces leçons apprises peuvent, bien sûr, être partagées lors des prochaines rencontres internationales, notamment la Semaine de la Paix de Genève (novembre 2021), la deuxième Conférence internationale sur la consolidation de la paix environnementale à Genève (février 2022) et la Conférence Stockholm +50 (juin 2022). La Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, qui vient de débiter, aura vraiment un sens si ces enseignements sont mis en pratique.

Le solide réseau des diverses parties prenantes ayant participé aux Dialogues, surtout celles venant de régions fragiles comme le Sahel, est tout aussi précieux. En continuant à travailler main dans la main avec elles, I&C Suisse et le DFAE suisse sont dans une position unique pour apporter une contribution précieuse à l'avenir de ces régions.



L'auteur

Le docteur Alan Channer est un spécialiste de la consolidation de la paix, de l'environnement et des communications. Il est codirecteur de l'Académie d'été sur le climat, la terre et la sécurité à Genève, membre de l'Alliance mondiale EverGreening et partenaire exécutif d'Initiatives pour la Terre, la vie et la paix, un programme d'Initiatives et Changement International. Il était finaliste du Prix international de la paix de Brême 2019, et est coauteur d'un programme qui a remporté le Prix de l'innovation interculturelle de l'Alliance des civilisations des Nations unies en 2017.

Remerciements

Je tiens à exprimer ma gratitude à Carol Mottet, du DFAE suisse, pour ses conseils et ses commentaires détaillés. Sa perspicacité a considérablement amélioré ce document. J'aimerais également remercier Rainer Gude, de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, pour ses encouragements dès le début de ce projet, ainsi que Stephanie Buri et Nick Foster, codirecteurs généraux d'Initiatives et Changement Suisse, pour leur soutien constant. Je suis très reconnaissant à Luc Gnacadja, Chris Evans et Geoffrey Lean d'avoir pris la peine de relire ce document et de m'avoir fait part de leurs commentaires précieux. Ce fut un plaisir de travailler avec ma fille photographe, Leela Channer, et d'utiliser plusieurs de ses photos (pages 1, 6, 10, 11, 16, 17, 18, 19). Les autres photos proviennent des archives de la Fondation CAUX-Initiatives et Changement, y compris la photo ci-dessus, d'Adrien Giovannelli. Ce fut également un grand plaisir de travailler avec Taya Seidler d'Earthbanc sur la conception de ce rapport.

J'espère vivement que cette évaluation contribuera à renforcer la collaboration entre les secteurs de la terre et de la sécurité, dans les multiples contextes où une telle collaboration peut améliorer les moyens de subsistance, restaurer les écosystèmes, prévenir les conflits et consolider la paix.

Références

1. *Fresh Hope for the World* par Gabriel Marcel, Longmans (1960)
2. *Land Restoration: Reclaiming Landscapes for a Sustainable Future* (eds. Chbay, I., Frick, M. and Helgeson, J.), 107-117, Elsevier Academic Publishing, UK.
3. *Sustainable Land Management in the Sahel: Lessons from the Sahel and West Africa Program in Support of the Great Green Wall (SAWAP)*, World Bank 2021
4. *Development and Security Challenges in the Sahel Region*. Rapport d'Ahmet Berat Çonkar NATO 2020

Initiatives et Changement Suisse tient à remercier la Division Paix et Droits de l'Homme du Département Fédéral des Affaires Étrangères, en Suisse, pour son soutien continu au Caux Forum depuis plus d'une décennie, et pour le présent rapport.